

Monsieur le Président,

La délégation du Canada désire remercier le Gouvernement du Nigéria et le féliciter d'avoir embrassé la cause de la justice humaine en accueillant cette conférence mondiale pour l'action contre l'apartheid. Le leadership du Nigéria en tant qu'Etat le plus populeux de l'Afrique et l'un des plus puissants sur le plan économique, est un élément essentiel des efforts déployés pour promouvoir la justice raciale en Afrique du Sud et dans l'Afrique australe tout entière.

L'apartheid en tant que politique nous répugne à tous. De par sa nature même, elle provoque des violations flagrantes des droits de la grande majorité des Sud-Africains. L'Afrique du Sud n'est pas, il est vrai, la seule nation à employer la violence contre ses citoyens ou à ignorer leurs droits fondamentaux. Malheureusement beaucoup d'autres pays agissent de la sorte. Toutefois, l'Afrique du Sud appartient à une catégorie spéciale. Elle est en effet le seul Etat qui en recourant à une législation compliquée, s'est assuré que la couleur de la peau d'un individu détermine ses possibilités politiques, économiques et sociales. L'apartheid, comme l'esclavagisme aboli il y a plus d'un siècle, vise à perpétuer un haut niveau de vie chez les Sud-Africains de race blanche grâce à une économie fondée sur l'exploitation de la main-d'oeuvre de couleur. Les réalités de la vie sont cruelles pour un Sud-Africain de race noire. A travail semblable, il reçoit dix fois moins qu'un travailleur de race blanche: il ne peut demeurer dans la ville où il travaille et souvent sa famille ne peut vivre avec lui dans le quartier africain où il habite. Ses possibilités d'avancement sont très limitées, les postes de commande et les occupations les plus intéressantes étant réservés aux Blancs. De même, le système d'éducation bantou, inférieur et injuste, infirme les perspectives d'avenir de ses enfants.

Le programme de bantoustanisation allouant 13% des terres à 80% des gens, qui perdent leur droit à la citoyenneté sud-africaine, constitue une hypocrisie dénoncée par la communauté internationale. La prétendue indépendance du Transkei a été rejetée comme le sera celle de tout autre bantoustan.

Au cours des deux dernières années, la majorité sud-africaine a laissé éclater sa détermination d'obtenir l'égalité pleine et entière. Cette détermination, qui se manifeste surtout chez les jeunes, à exiger de la société dans laquelle ils vivent qu'elle leur donne autant de chances qu'à tout autre citoyen ne